

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité



BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

Présentation de la Loi de Finances Initiale (LFI) pour l'exercice 2026 par le Gouvernement

Discours de Dr Karamo KABA

**Gouverneur de la Banque Centrale
de la République de Guinée (BCRG)**

Conakry, le 30 mars 2026

- **Monsieur le Président du Conseil National de la Transition,**
 - **Monsieur le Premier ministre, Chef du Gouvernement,**
 - **Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,**
 - **Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,**
 - **Madame la Gouverneure de la ville de Conakry,**
 - **Mesdames et Messieurs les Hauts cadres de l'Administration publique et parlementaire,**
 - **Mesdames et Messieurs les représentants du corps diplomatique et les institutions internationales,**
 - **Mesdames et Messieurs, chers amis,**
- En vos rangs et qualités, tous protocoles observés.**
- **Honorables Conseillers,**

C'est pour moi un grand plaisir de me tenir devant vous aujourd'hui pour partager avec vous les évolutions macroéconomiques récentes et les perspectives qui en découlent.

Cette séance, consacrée à la présentation et à l'examen du Projet de Loi de Finances Initiale 2026, constitue un moment d'échange et d'orientation qui nous permet, nous acteurs de la politique économique, de mieux tenir compte des préoccupations de nos concitoyens dans la mise en œuvre des politiques publiques.

I. CONTEXTE INTERNATIONAL ET ENJEUX GLOBAUX

Monsieur le Président du Conseil National de la Transition,

Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,

Cette séance se tient à un moment où l'activité économique mondiale est troublée par l'intensification des tensions géopolitiques mondiales, notamment avec l'intervention militaire au Venezuela, le conflit en Ukraine et au Moyen-Orient, obscurcissant les perspectives de l'économie mondiale qui amorçait une stabilisation progressive en 2025.

Cette situation a engendré une forte hausse des prix des produits énergétiques, une volatilité accrue des marchés financiers et un renchérissement des coûts du transport.

À titre illustratif, entre le 27 février et le 27 mars 2026, les prix du Brent ont enregistré un bond de 58,5%. Sur la même période, les prix du fret par conteneur ont explosé de 46,4%, traduisant l'ampleur induite par les perturbations géopolitiques.

Dans ce contexte, les conditions de financement extérieur se durcissent déjà, notamment pour les économies en développement. Nous nous attendons dans à voir la croissance mondiale ralentir fortement en 2026, tandis que les pressions inflationnistes devraient ressurgir. Cependant, contrairement à l'année 2022, où le choc pétrolier s'était propagé rapidement, favorisé par un excès de demande suite aux politiques de soutien de la

pandémie de la COVID-19, la diffusion de l'inflation en 2026 devrait être moins importante.

Ces évolutions exercent un impact direct sur les économies africaines, à travers les canaux commerciaux, les prix à l'importation et les flux financiers.

II. RÉSILIENCE ET PERFORMANCE DE L'ÉCONOMIE GUINÉENNE

Monsieur le Président du Conseil National de la Transition,

Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,

Malgré cet environnement international défavorable, l'économie guinéenne fait preuve d'une résilience remarquable grâce à des indicateurs macroéconomiques qui s'améliorent.

En effet, notre pays se trouve aujourd'hui à un moment important de son histoire, marquée par :

- Le lancement effectif du projet structurant de Simandou ;
- Le rétablissement de l'ordre institutionnel ; et
- Une crédibilité financière renforcée sur la scène internationale.

L'élan de croissance enregistré en 2024 (+6,6%) et en 2025 (+6,9%) devrait se poursuivre en 2026, permettant à l'économie guinéenne d'avoir un rythme de progression supérieur à 8 %.

Cette dynamique est portée par :

- Le secteur minier (bauxite et investissements dans le projet Simandou) ;
- Les investissements publics, notamment dans les infrastructures ;
- La vigueur de la demande intérieure ; et
- Les exportations nettes qui sont ressorties excédentaires en 2025.

L'inflation quant à elle, bien qu'en légère hausse à 4,4 % en glissement annuel en janvier 2026, reste maîtrisée et en deçà du seuil communautaire de la CEDEAO de 5 %.

Les réserves de change ont enregistré une progression remarquable, atteignant USD 3,7 milliards, soit une couverture de 3,4 mois d'importations de biens et services à la fin de l'année 2025. Cet effort de la BCRG s'est poursuivi au cours du premier trimestre 2026, ce qui a permis l'augmentation des réserves de changes pour à s'établir à USD 4,5 milliards, correspondant à 4,8 mois d'importations.

Cette évolution des réserves de change a grandement permis à la Guinée de bénéficier d'un rehaussement de sa notation souveraine par l'agence de notation Standard and Poor's, avec **la note B+ avec perspectives « positives »**, lui offrant désormais la possibilité de lever des fonds sur le marché financier international.

Ces efforts de la BCRG ont eu un impact financier négatif sur son compte d'exploitation. A elle seule, la Banque Centrale de la République Guinée ne peut pas tout faire. C'est la raison pour laquelle nous insistons, une nouvelle fois, sur l'obligation de respecter l'instruction présidentielle de rapatriement d'au moins 50% des recettes d'exportation. Cela n'est pas le cas pour beaucoup de sociétés exportatrices, dont celles minières.

A titre indicatif, au 31 décembre 2025, pour ce qui est de l'or artisanal, 49,6 tonnes d'or brut ont été exportées par les 44 comptoirs agréés en Guinée pour une valeur de 5 milliards USD, contre 46,3 tonnes en 2024 pour une valeur de 3,662 milliards USD. Le niveau minimum de rapatriement exigé étant fixé à 60%, soit 3 milliards USD, les opérateurs ont rapatrié 1,587 milliard USD, correspondant à 52% du montant exigible, contre 38% en 2024.

Du côté des sociétés minières, pour la période de janvier à décembre 2025, les données transmises par les banques s'établissent à :

- **Valeur totale des exportations** : 11 134 415 896 USD
- **Rapatriement attendu** : 5 567 207 948 USD
- **Rapatriement effectué** : 3 690 094 766 USD
- **Taux de rapatriement** : 66 %

Ce taux de **66 %**, supérieur à celui de **2024 (46,95 %)**, constitue une évolution encourageante, qui mérite d'être consolidée.

III. POLITIQUE MONÉTAIRE ET STABILITÉ FINANCIÈRE

Monsieur le Président du Conseil National de la Transition (CNT),

Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,

Cette amélioration favorable de l'économie guinéenne a permis l'adoption d'une politique monétaire accommodante, prudente et proactive. Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale a ainsi décidé, à plusieurs reprises, d'assouplir les conditions monétaires, d'abord par deux baisses successives, au premier et au deuxième trimestre 2025. Il a ensuite maintenu le taux directeur à 9,75 % et le coefficient des réserves obligatoires à 11,75 % au cours du troisième trimestre de 2025.

Cette stratégie a permis :

- De contenir l'inflation,
- De soutenir l'activité économique, et
- De préserver la stabilité du taux de change.

Parallèlement, des réformes importantes ont été poursuivies, telles que :

- La modernisation des systèmes de paiement,
- Le renforcement de la supervision des institutions financières, et

- La promotion de l'inclusion financière.

Toutefois, des défis subsistent, notamment liés à une tension persistante sur la disponibilité de billets de banque.

Pourtant, la BCRG continue de jouer son rôle en injectant massivement des billets dans le système financier comme le prouve le tableau suivant.

| PAIEMENTS EN ESPECES EN FAVEUR DES BANQUES, IMF ET EME AUX GUICHETS DE LA DIRECTION DE L'AGENCE PRINCIPALE 2025 et 2026 | | |
|---|-------------------|-------------------|
| MOIS | Année 2025 | Année 2026 |
| JANVIER | 30 000 000 000 | 402 000 000 000 |
| FÉVRIER | 18 000 000 000 | 332 000 000 000 |
| MARS | 15 000 000 000 | 559 860 000 000 |
| 1ER TRIMESTRE 2025 | 63 000 000 000 | 1 293 860 000 000 |
| AVRIL | 259 000 000 000 | |
| MAI | - | |
| JUIN | 38 000 000 000 | |
| 2EME TRIMESTRE | 297 000 000 000 | |
| TOTAL 1ER SEMESTRE | 360 000 000 000 | 1 293 860 000 000 |
| JUILLET | - | |
| AOUT | 405 000 000 000 | |
| SEPTEMBRE | 389 000 000 000 | |
| TOTAL 3EME TRIMESTRE | 794 000 000 000 | - |
| OCTOBRE | 58 000 000 000 | |
| NOVEMBRE | 306 000 000 000 | |
| DECEMBRE | 1 293 549 512 000 | |
| TOTAL 4EME TRIMESTRE | 1 657 549 512 000 | - |
| TOTAL 2EME SEMESTRE | 2 451 549 512 000 | - |
| TOTA ANNUEL | 2 811 549 512 000 | 1 293 860 000 000 |

Source BCRG/DGE/DAP

Du 23 février 2026 au 26 mars 2026, la BCRG a mis à la disposition des distributeurs de mobile money, GNF152,86 milliards

Les causes de ces difficultés sont de deux ordres.

- Celles sur lesquelles la BCRG n'a pas de contrôle (les causes externes) ; et.
- Celles sur lesquelles la BCRG a un contrôle (causes internes).

Les causes externes

- Les contrôles effectués par la CENTIF, sur les déclarations des transactions en espèces par les banques, dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- Le recours par la Direction Générale des Impôts auprès des banques, à des Avis à Tiers Détenteurs (ATD) utilisés à des fins fiscales.
- La pression sur le besoin de monnaie fiduciaire provoquée par la mise en œuvre du mégaprojet Simandou ;
- La faible utilisation des moyens de paiements digitaux et numériques ;
- La thésaurisation et la forte culture de détention des billets de banque ;
- Les difficultés de livraison des billets par les imprimeurs en raison des crises de matières premières et des fortes commandes des billets par les Banques Centrales depuis la fin du Covid 19 pour reconstituer leurs stocks de sécurité ;
- La forte augmentation de l'émission des titres d'Etat.

Les causes internes

- Le retard dans la commande des billets de banque ;
- Le retard dans l'opérationnalisation effective du switch national pour assurer l'interopérabilité des paiements entre les acteurs du secteur financier ;
- Les procédures administratives dans le traitement des dossiers d'envoi de fonds ;
- Les difficultés logistiques et le vieillissement des équipements de traitement des billets de banque.

Monsieur le Président du Conseil National de la Transition,

Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,

Il ressort de notre analyse que l'injection des billets de banque par la Banque Centrale n'est pas le problème réel. La cause profonde est la thésaurisation. En effet, malgré l'émission par la Banque Centrale d'énormes quantités de billets, seuls 4 billets sur 100 en circulation sont aujourd'hui dans le circuit bancaire. Les 96 unités restantes sont détenues par le public qui s'abstient de les réinjecter dans le système bancaire.

| EVOLUTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE ENTRE 2022 ET 2025 | | | | | | | |
|---|--------------------|--------------------|------------------------|--------------------|------------------------|--------------------|------------------------|
| DESIGNATION | 2022 | 2023 | VARIATION 2023/2022 | 2024 | VARIATION 2024/2023 | 2025 | VARIATION 2025/2024 |
| CIRCULATION FIDUCIAIRE | 16 375 324 380 225 | 17 088 720 271 225 | 4,36% | 18 803 172 495 225 | 10,03% | 24 399 100 715 425 | 29,76% |
| BANQUES | 4 742 999 501 592 | 4 643 830 784 893 | -2,09% | 2 620 355 770 474 | -43,57% | 1 022 450 847 847 | -60,98% |
| - BCRG | 3 695 883 712 106 | 3 577 396 127 193 | -3,21% | 1 182 528 350 676 | -66,94% | 225 519 040 851 | -80,93% |
| - BANQUES PRIMAIRES | 1 047 115 789 486 | 1 066 434 657 700 | 1,84% | 1 437 827 419 798 | 34,83% | 796 931 806 996 | -44,57% |
| PUBLIC | 11 632 324 878 633 | 12 444 889 486 332 | 6,99% | 16 182 816 724 751 | 30,04% | 23 376 649 867 578 | 44,45% |
| TAUX DE DETENTION DU PUBLIC | 71,04% | 72,83% | | 86,06% | | 95,81% | |
| TAUX DE DETENTION PAR LE SYSTEME FINANCIER | 28,96% | 27,17% | | 13,94% | | 4,19% | |

Dans le souci d'inverser cette tendance de pénurie des billets dans les institutions financières, la BCRG a entrepris une série d'actions, notamment :

- Une injection importante des billets neufs à travers des émissions ;
- Un approvisionnement hebdomadaire en espèces aux institutions financières (Banques, EMI, IMF) ;

- Une accélération des livraisons des commandes en cours et des commandes additionnelles (même par avion) ;
- Un arbitrage USD contre GNF avec les bureaux de change agréés ;
- La mise en place de mesures incitatives auprès du système bancaire en faveur des opérateurs économiques souhaitant faire des virements à l'extérieur.

Au niveau gouvernemental, des mesures d'assouplissements ont été prises à la suite des réunions de concertation sous la présidence de M. le Premier, Ministre réunissant la BCRG, la CENTIF, les Impôts, le Trésor et la Douane.

Monsieur le Président du Conseil National de la Transition,

Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,

Malgré ces actions entreprises, la crise de billets demeure. Il est donc urgent, de trouver des voies et moyens concrets permettant de résorber cette crise et d'envisager des mesures pour rendre notre système financier plus résilient face aux crises auxquelles il pourrait être confronté.

Solutions à court et moyen terme

- Le renforcement de la concertation entre les Autorités de la BCRG, le secteur financier, les opérateurs économiques, les associations de consommateurs, etc. ;
- Le développement des paiements marchands ;
- La limitation des paiements en espèces, en fixant un seuil de paiement ;
- L'augmentation des limites transactionnelles des paiements digitaux pour les personnes physiques ;
- La poursuite de la concertation avec l'APB afin de faciliter la mise à disposition de billets de banque en faveur des distributeurs de monnaie électronique et de prioriser les retraits d'espèces sur leurs comptes dans les banques ;
- L'initiation d'une campagne de sensibilisation et de déploiement d'agents d'accompagnement dans les marchés et zones commerciales sur l'utilisation des services financiers numériques ;
- Les mesures incitatives pour attirer les dépôts, notamment le relèvement du taux d'épargne et l'amélioration du cadre de participation du public aux titres d'Etat.

Les solutions à long terme :

- La mise en œuvre d'une stratégie nationale d'éducation financière pour favoriser l'acceptation des paiements numériques par les populations.
- L'utilisation des infrastructures des systèmes de paiement par le Trésor ;
- La limitation des paiements en espèces dans les services publics, les grands commerces, centres commerciaux et autres vendeurs.
- La réduction du coût des transactions électroniques ;

À l'évidence, entre autres leviers, le plus sûr pour résoudre cette crise est de faire des paiements digitaux le principal canal de règlement et de transfert des fonds.

En définitive, en 2026, la BCRG entend poursuivre une politique monétaire prudente, qui vise à consolider les acquis de 2025 et à assurer durablement la maîtrise de l'inflation. Cela passera par une gestion proactive de la liquidité, le renforcement de la transmission de la politique monétaire et la modernisation des mécanismes opérationnels.

IV. ANALYSE DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2026

Monsieur le Président du Conseil National de la Transition (CNT),

Après une analyse approfondie, le Projet de Loi de Finances Initiale 2026, apparaît :

- Solide sur le plan technique,
- Cohérent dans ses orientations,
- Soutenable sur le plan budgétaire.

1. Au niveau des recettes budgétaires :

Une forte progression est projetée, passant de GNF 43 960 milliards en 2025 à GNF 55 858 milliards en 2026, traduisant les effets positifs des réformes fiscales et de la digitalisation.

2. Au niveau des dépenses :

Une priorité claire est accordée aux investissements structurants, avec une hausse significative des dépenses d'investissement (GNF 29 726 milliards sur un total des dépenses de GNF 64 181 milliards).

3. Équilibre budgétaire :

Le déficit est ramené à environ 2,1 % du PIB, renforçant la discipline budgétaire et l'alignement sur les critères régionaux.

En outre, Monsieur le Président du Conseil National de la Transition,

Le budget 2026 s'inscrit pleinement dans la vision du Programme Simandou 2040, véritable levier de transformation économique.

Il ne s'agit pas seulement d'exploiter une ressource minière, mais :

- De structurer un corridor de développement,
- D'investir dans les infrastructures,
- De développer le capital humain, et de diversifier l'économie.

A cet égard, je voudrais vous assurer de la disponibilité de la BCRG à jouer sa partition dans la mobilisation et la sécurisation des ressources de l'État, à travers tant ses guichets que les systèmes de paiement mis en place à cet effet.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Les perspectives économiques nationales, confortées par le retour à l'ordre institutionnel, sont particulièrement prometteuses :

- Une croissance potentiellement à deux chiffres à moyen terme ;
- Une diversification progressive de l'économie avec la mise en œuvre du Programme Simandou 2040,
- Une attractivité accrue pour les investissements directs étrangers.

Monsieur le Président du Conseil National de la Transition,

Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,

Ces perspectives demeurent exposées à des risques externes, particulièrement les tensions géopolitiques avec des conséquences majeures sur la volatilité des marchés internationaux, ce qui risque de peser sur la demande des matières premières dont notre économie est fortement dépendante.

Pour consolider ces acquis, plusieurs orientations stratégiques sont essentielles :

- Maintenir la discipline budgétaire ;
- Renforcer la coordination entre politique monétaire et budgétaire ;
- Poursuivre les réformes fiscales ;
- Maîtriser l'endettement et sa soutenabilité ;
- Promouvoir l'inclusion financière.

Monsieur le Président du Conseil National de la Transition,

Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,

Le Projet de Loi de Finances Initiale 2026 est un instrument d'ambition maîtrisée et de transformation structurelle. Il pose les bases d'une Guinée émergente, résiliente et souveraine.

La Banque Centrale réaffirme son engagement à accompagner cette dynamique, en garantissant la stabilité monétaire et financière.

C'est donc avec confiance que nous vous invitons à soutenir ce projet de Loi de Finances au service du développement de notre pays.

Que DIEU protège la Guinée et les Guinéens !

Je vous remercie de votre aimable attention.